

La revue parents

POUR L'ENFANT VERS L'HOMME

N°427 / DÉCEMBRE 2019



Les écoles rurales à l'abandon ?



REGARDS CROISÉS

Vers un renouveau
du militantisme ?

SANTÉ

La rougeole
en forte recrudescence

5 Instantanés
10 Nos coups de cœur

13

Dossier

Les écoles rurales à l'abandon ?

21

En pratique

ORIENTATION • Data scientist : donner du sens aux données

SANTÉ • La rougeole en forte recrudescence

PSYCHO • Réussite scolaire. Les aînés, une véritable ressource

ÉDUCATION • L'enfant et l'animal, une relation apaisante

26

Décryptage

Comment mettre en place un pédibus

28

Regards croisés

ALBERT OGIEIN / MADELINE DA SILVA

Vers un renouveau du militantisme ?

30

Initiative

Une salle de classe en pleine forêt !

32

Nos actions

34

Portrait

Léa Maloisel

édito

Respectons les droits de nos enfants

“ Si le jour de la naissance de notre enfant est le plus beau jour de notre vie, il est aussi... l'un des plus angoissants ! Car c'est l'instant où l'on prend conscience de la fragilité de cette vie nouvelle, et de la formidable responsabilité que nous, parents, devons endosser. Nous voulons si fort que nos enfants ne souffrent pas, que la vie soit juste avec eux, que nous peinons à imaginer que ce désir immense ne soit pas partagé.

S'il y a tout juste trente ans le législateur a compris l'urgence et la nécessité de faire ratifier la Convention internationale des droits de l'enfant, c'est bien parce que ces droits sont trop souvent bafoués. Et comme nous l'avons rappelé lors de notre colloque à Arras, la FCPE mène avec les familles et au quotidien ces petits combats pour que nos enfants puissent se rendre dans des toilettes décentes, ne soient pas soumis aux trafics de drogue, ni battus, ni humiliés...

Mais pour faire de l'enfant un véritable sujet de droit, nous pensons qu'il doit commencer par apprendre cette discipline. C'est pour cette raison que la FCPE demande à ce qu'il y ait des cours de droit de la maternelle au lycée, adaptés à chaque âge. Soyons les adultes protecteurs et

bienveillants dont ils ont besoin pour s'épanouir et s'ouvrir à la vie.



CARLA DUGAULT
Co-présidente
de la FCPE



RODRIGO ARENAS
Co-président
de la FCPE

Revue de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) | 08, avenue Ledru-Rollin, 75544 Paris Cedex 11 • Tél. : 01 43 57 16 16 • www.fcpe.asso.fr • fcpe@fcpe.asso.fr

RÉDACTION

Directeur de la publication et de la rédaction : Rodrigo Arenas • Responsable de la revue : Laurence Guillermou • Rédactrice en chef : Alexandra Defresne • Conception graphique : **CITIZENPRESS**

• Réalisation : Alliance Partenaires Graphiques • Rédactrices : Michèle Foin, Émilie Gilmer, Anne-Flore Hervé, Marianne Peyri • Infographie : David Lory • Dessin p.34 : Bénédicte Govaert • Crédits photos : iStock. Photo p.3 : Xavier Pierre.

PUBLICITÉ

Mistral Média, 22 rue Lafayette 75009 Paris • Tél. : 01 40 02 99 00 • mistralmédia.fr • Directeur général : Luc Leherécy.

IMPRESSION

Vincent Imprimeries • ZI du Menneton - 32, avenue Thérèse Voisin BP 4229 - 37042 Tours Cedex 1

CPPAP : IO20 G 87187 Conformément à la loi n° 78 17 du 6 janvier 1978 informatique et libertés, chaque adhérent, abonné, assuré, dispose du droit d'information, de rectification et d'accès auprès de la FCPE.

Restons connectés !



Rendez-vous sur le site fcpe.asso.fr pour s'abonner à la Revue des Parents au tarif de 6 € (sans adhésion).

Suivez-nous sur



fcpe.nationale



fcpe.nationale

Des questions ? Écrivez-nous



fcpe@fcpe.asso.fr

Pages spéciales départementales :

14, 16, 19, 23, 34, 45, 69, 79, 85, 87, 95.



Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org



Instantanés

Une sélection d'infos pour vous accompagner

ÉLECTIONS

Les parents votent pour la FCPE !



Plus de 6 millions de parents d'élèves ont voté les 11 et 12 octobre 2019 pour élire leurs représentants dans les écoles et établissements scolaires, et la FCPE se félicite des résultats dévoilés le 5 novembre par le ministère de l'Éducation nationale. En effet, elle reste la première fédération de parents d'élèves des écoles publiques avec respectivement 11 % et 40,83 % des suffrages exprimés dans le premier et le second degré. 1,2 million de parents ont ainsi fait le choix de porter un projet pour une école publique laïque, gratuite, qui garantit l'égalité des droits des enfants et des jeunes, loin des polémiques stériles qui ont entouré ce moment important de la démocratie scolaire.

INSTANCES

INDIGNATION

Matignon a décidé de sacrifier de nombreuses instances et commissions jugées inutiles. Parmi les organismes touchés, la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) et l'Observatoire national de la Sécurité et de l'Accessibilité des établissements d'enseignement. Des structures d'analyses pourtant indispensables à la prise de décision politique...



PAUVRETÉ

Les fonds sociaux divisés par deux en 2020

“**T**ouchez seulement à une ligne du programme d'histoire et c'est l'affolement dans les salles de presse.

Diminuez les crédits destinés aux pauvres, il ne se passe rien. » Amer constat que celui de Jean-Paul Delahaye, ancien directeur de l'administration centrale de l'Éducation nationale dans un entretien accordé au journal *Libération* le 17 octobre dernier face aux coupes drastiques prévues par le gouvernement concernant les fonds sociaux.

L'enveloppe de crédits alloués aux collèges et lycées pour aider les élèves en grande précarité passera en 2020 de 59 millions d'euros à 30,6 millions d'euros, en l'état actuel du projet de loi de finances 2020. Comment le ministre justifie-t-il cette baisse ? « Puisque les fonds n'ont pas été dépensés dans leur intégralité, pourquoi les reconduire ? », est la réponse élégante apportée. Or, les chiffres sont clairs : de nombreux élèves n'ont toujours pas de quoi acheter leurs vêtements de sport,

d'autres manquent de lunettes de vue, certains sautent des repas à la cantine...

En cause : le manque d'information

Les parents d'élèves FCPE sur le terrain ont un tout autre décryptage du problème : les parents ne sont pas informés de l'existence du dispositif ou ils n'osent pas « réclamer » ces aides ; les chefs d'établissement manquent de temps ; la commission qui étudie les dossiers ne se réunit pas...

Après avoir réagi via un communiqué de presse, la FCPE nationale a adressé un courrier à Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics sur cette question cruciale, et encourage son réseau à interpellier les acteurs locaux, recteurs et chefs d'établissement.

+ EN SAVOIR PLUS :
Textes de référence http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2017/09/cir_42559.pdf ;
service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1025



On en parle !

1. JOUETS

Des sabres lasers seront-ils offerts aux petites filles à Noël ? C'est en tout cas le vœu de la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie Agnès Pannier-Runacher, qui a signé le 24 septembre 2019 une « Charte pour une représentation mixte des jouets » avec les fédérations des fabricants et distributeurs de jouets pour faire reculer les stéréotypes de genre. economie.gouv.fr

2. GRATUITÉ

Saisi par les associations étudiantes opposées à l'augmentation des droits d'inscription universitaires pour les étudiants étrangers, le Conseil constitutionnel a tranché : « l'exigence constitutionnelle de gratuité s'applique à l'enseignement supérieur public ». Point à la ligne.

3. RISQUE NUMÉRIQUE

Gérer efficacement ses mots de passe, vérifier ses paramètres de confidentialité sur les réseaux sociaux, chiffrer les données de son smartphone... Le site cybermalveillance.gouv.fr a mis en ligne un kit gratuit de sensibilisation. Téléchargez-le pour adopter des bonnes pratiques sur Internet !

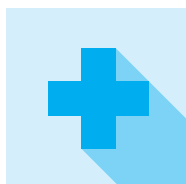


CLIMAT

LES MISSIONS DES ÉCO-DÉLÉGUÉS

Pour répondre aux grèves scolaires pour le climat organisées partout en France, le ministre Jean-Michel Blanquer a ressorti des cartons l'idée des éco-délégués, c'est-à-dire l'élection, au sein des collèges et lycées, d'un binôme fille-garçon, chargé d'organiser une deuxième élection d'éco-délégués dans chaque classe ! Les nouveaux élus devront ensuite « sensibiliser leurs camarades aux gestes quotidiens qui permettent d'économiser

l'énergie et de lutter contre le réchauffement climatique : éteindre les lumières, veiller au tri des déchets, éviter le gaspillage alimentaire... La réponse du berger à la bergère : « Tous les jeunes sont des éco-délégués !, rappelle Mathieu Devlamincq, vice-président de l'Union nationale lycéenne. Ce ne sont pas les lycéens qui polluent le plus, mais bel et bien les grosses entreprises qui passent toujours entre les mailles du filet. »



SANTÉ

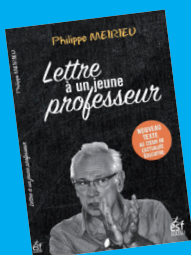
La malbouffe, une urgence politique

« Il faut aborder cette question de façon globale, et arrêter de saucissonner la politique alimentaire entre de multiples ministères. Entre l'Agriculture, la Santé, l'Environnement ou encore l'Éducation nationale, le jeu de ping-pong n'a que trop duré. Il est temps d'un pilotage interministériel, sous l'autorité du Premier ministre. » Un collectif de scientifiques et d'associations, dont la FCPE, a signé le 9 novembre un appel afin que le gouvernement sorte d'une longue inaction coupable. Plusieurs actes sont attendus : rendre le Nutriscore obligatoire (système d'étiquetage nutritionnel), inciter les industriels à produire une alimentation moins chargée en sel, sucres et acides gras, traduire opérationnellement les recommandations du quatrième programme national nutrition santé (PNNS4)...

55
MILLIARDS D'EUROS
sont dépensés par an pour la prise en charge des maladies chroniques, alors que le chiffre d'affaires annuel de l'agroalimentaire est de 166 milliards d'euros par an.

+ EN SAVOIR PLUS : internet.liberation.fr/debats/2019/11/09/la-malbouffe-une-urgence-politique_1762371

La reconnaissance faciale à l'entrée des lycées, c'est non !



ENSEIGNER

LE MÉTIER DE L'AVENIR

Réconcilier le projet d'enseigner et la réalité du métier. C'est ce que tente le pédagogue Philippe Meirieu dans son dernier ouvrage, *Lettre à un jeune professeur*, texte déjà paru en 2005 mais qu'il a retravaillé au regard de l'actualité éducative. À l'heure du découragement, il invite ses pairs à résister pour ne pas perdre de vue le fondement de leur engagement : la passion de transmettre ! ESF Sciences Humaines, 12,90€.

RECHERCHE

L'internat scolaire : une ressource pour les jeunes

Dans une nouvelle note du conseil scientifique de la FCPE publiée en octobre, Dominique Glasman, professeur émérite de sociologie, se penche sur l'image de l'internat, en s'appuyant sur une recherche menée entre 2008 et 2012 dans des collèges publics et privés de la région Rhône-Alpes. Depuis les années 1990, la fréquentation de l'internat connaît une hausse sensible et régulière. L'image de l'internat a changé et la distance géographique n'est plus la seule raison d'inscription. Envoyer ses enfants en internat n'est plus perçu par les parents comme une manière de s'en décharger, mais, bien au contraire, de mettre toutes les chances de leur côté. Le chercheur émet un point de vigilance : « Si, au final, cette recherche a donné à voir des internes plutôt satisfaits, il serait hasardeux d'en tirer la conclusion qu'il s'agit d'une solution miracle ». Et plus hasardeux encore de l'envisager comme un lieu où placer des jeunes en délicatesse avec la loi.

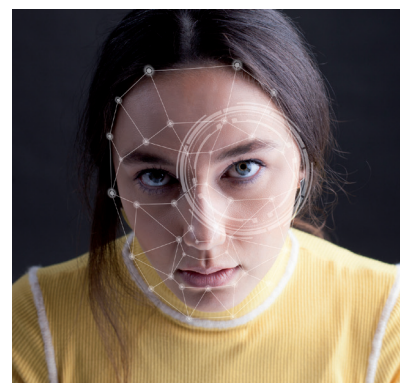
Internet fcpe.asso.fr/ce-que-disent-les-chercheurs

En décembre 2018, branle-bas de combat en région PACA. Le conseil régional donne l'autorisation à titre expérimental d'installer des portiques de reconnaissance faciale à l'entrée de deux lycées, Les Eucalyptus à Nice, et Ampère à Marseille. Face à ce choix jugé trop dangereux pour les libertés individuelles, plusieurs associations et syndicats, dont la FCPE des Alpes-Maritimes, protestent et déposent un recours en février 2019 devant le tribunal administratif de Marseille pour demander l'annulation de cette délibération.

Un dispositif disproportionné

Saisie par ailleurs, la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés), vient de rendre un avis très clair sur ce projet : elle considère que « le dispositif projeté est contraire aux grands principes de proportionnalité et de minimisation des données posés par le RGPD (règlement général sur la protection des données) ».

Les membres de l'autorité administrative indépendante estiment que « les objectifs de sécurisation et la fluidifica-



tion des entrées dans ces lycées peuvent être atteints par des moyens bien moins intrusifs en termes de vie privée et de libertés individuelles ». D'autant plus que les mineurs font l'objet d'une protection particulière dans les textes nationaux et européens. « Un tel dispositif ne saurait donc être légalement mis en œuvre », concluent les experts.

+ **EN SAVOIR PLUS :** **Internet** Consulter l'avis de la CNIL : cnil.fr/fr/experimentation-de-la-reconnaissance-faciale-dans-deux-lycees-la-cnil-precise-sa-position



37 603

ENFANTS ont été placés en rétention depuis 2010 et resteront durablement traumatisés.

LETTRE OUVERTE

Enfants enfermés : la situation empire !

Le 5 novembre 2019, quinze associations et syndicats, parmi lesquels DEI-France, dont la FCPE est membre, ont rendu publique une lettre ouverte adressée aux députés les appelant à déposer une proposition de loi interdisant l'enfermement administratif des enfants en France. En septembre 2018, suite aux débats lors de l'examen de la loi « asile et immigration », un groupe de travail devait s'atteler à la rédaction d'une loi protectrice. Un an plus tard, rien n'a été rendu public, alors que le nombre d'enfants enfermés en raison du statut migratoire de leurs parents grandit et que les conditions de rétention se détériorent. En cette année de 30^e anniversaire de la Convention des droits de l'enfant, il est temps de mettre un terme à cette pratique.

+ **EN SAVOIR PLUS :** **Internet** unicef.fr

Nos coups de cœur

Expos sympas, films à voir, bouquins à lire, sites à visiter...
des idées **pour toute la famille** !



CÉRAMIQUE

FORMES VIVANTES

Comment la malléabilité de la céramique permet-elle de refléter la nature, l'animal, le végétal et l'humain ? Réponse au musée national Adrien Dubouché de Limoges avec l'exposition « Formes vivantes ». Des décors naturalistes de Bernard Palissy aux céramiques biomédicales imprimées en 3D, l'existence d'un lien spécifique entre la céramique et le monde du vivant est mis en exergue.

Jusqu'au 10 février 2020.

Internet musee-adriendubouche.fr

NOËL

Contes et histoires

Laissez-vous guider pour quelques pas de menuet au château de Rambouillet, suivez les aventures d'une espionne de Louis XIV au château de Bussy-Rabutin ou créez des potions à Pierrefonds. Trente-deux monuments nationaux ont concocté mille et une surprises à vivre en famille du 21 décembre 2019 au 5 janvier 2020.

Internet monuments-nationaux.fr



FÉRIÉ

LE DRAGON DE CALAIS

Il mesure 25 m de long, 15 m de haut, pèse 72 tonnes, déploie ses ailes et crache du feu. L'extraordinaire Dragon de Calais imaginé par François Delarozière a débarqué sur le front de mer. Dès le 17 décembre, jusqu'à 50 passagers pourront monter à bord. Le début d'un projet monumental pour transformer le regard des habitants sur leur propre ville !



compagniedudragon.com

© Angélique Lylière - Compagnie du Dragon

PATRIMOINE

Village-musée

Pour découvrir les traditions alsaciennes de l'Avent et des Noël's d'antan, n'hésitez pas à faire un saut jusqu'au 5 janvier 2020 à l'Écomusée d'Alsace, grand musée vivant à ciel ouvert de France, organisé comme un village du début du XX^e siècle. Un beau projet de sauvegarde du patrimoine.

Internet ecomusee.alsace.fr



PARIS

DE L'AMOUR

Petit détour par la science pour tracer les contours de l'amour et en comprendre la subtilité. Le Palais de la Découverte nous invite à décortiquer les diverses formes de l'attachement avec une exposition inédite. Tout est autopsié du sentiment amoureux. Mais livre-t-il vraiment tous ses secrets ?

Jusqu'au 30 août 2020.

Internet palais-decouverte.fr

© R. Thenadley

Toulouse-Lautrec, résolument moderne

ARTS

La dernière rétrospective de l'artiste à Paris date de 1992. Alors, cette nouvelle exposition au Grand Palais consacrée à Toulouse-Lautrec risque bien d'être prise d'assaut. Les commissaires Danièle Devynck et Stéphane Guégan ont réuni 225 tableaux, lithographies, affiches et dessins venus du monde entier pour mettre en valeur la modernité du peintre, être au plus prêt de sa vérité, ses œuvres ayant trop souvent été appréhendées

sous l'angle des nuits à Montmartre, du cancan, des maisons closes. Cette fois, c'est sa démarche artistique qui est examinée : son naturalisme puissant, son désir de représenter le temps, son attirance pour le mouvement.

Jusqu'au 27 janvier 2020.

Internet grandpalais.fr



© Photo Daniel Martin

IMAGIER



SIGNES

Communiquer avec son bébé en langue des signes : la pratique emballe de plus en plus de parents. Le célèbre imagier Père Castor s'y met aussi, et propose 20 signes à utiliser au quotidien. Une méthode qui ne retarde pas l'apparition du langage, mais qui en accompagne le développement.

Flammarion jeunesse, 12 €.



SEINE-ET-MARNE

FESTIVAL TOUT'OUÏE

Opéra sauvage, épopée cosmique, ciné-concert poétique, danse, beatbox, arts numériques et spectacles musicaux... Pour sa 7^e édition, le Festival Tout'Ouïe propose aux petites oreilles de nouvelles aventures musicales qui parleront d'amitié (*The Bear*), d'appétit livresque (*L'enfant inouï*), d'eau et d'inconnu (*Eau les chœurs*) !... Rendez-vous à Champs-sur-Marne, Lognes, Noisiel, Torcy, Collégien, Les Passerelles, Pontault-Combault et Chelles !

+ lafermedubuisson.com



#FÉMINISTES

« Refuser que les différences ne servent de prétexte aux inégalités, aux discriminations, aux violences. Être féministe, c'est vouloir l'égalité. » Aurélia Blanc.

RECUEIL

HISTOIRES DU SOIR POUR FILLES REBELLES

« Qu'importe la valeur de leurs découvertes, l'audace de leur aventure, la profondeur de leur génie, elles furent constamment rabaisées, oubliées, et parfois presque effacées de l'histoire. » Après le triomphe du 1^{er} tome, Elena Favilli et Francesca Cavallo ont compilé 100 nouveaux destins de femmes. Des histoires du soir pour filles ET garçons rebelles !

Ed. Les Arènes, 19,90 €.

GUIDE

TU SERAS UN HOMME – FÉMINISTE – MON FILS !

Comment élever des fils pas trop sexistes, dans un monde où tout incite les garçons à se glisser dans les draps bien chauds du patriarcat ? Enceinte et angoissée par le sujet, Aurélia Blanc a eu l'idée de ce génial manuel d'éducation. Ses mots sont justes et précis pour dire tout l'importance de gagner ce combat-là : la révolution du masculin !

Ed. Marabout, 15,90 €.

THÉÂTRE

ET PENDANT CE TEMPS, SIMONE VEILLE !

40 ans de féminisme revisités avec humour ! Quatre générations de femmes se succèdent sur les planches pour nous rappeler les dates importantes qui ont jalonné cette évolution. Avec une seule vraie question : sommes-nous enfin capables d'avancer ensemble ?

À la Comédie Bastille à Paris. Jusqu'au 30 août 2020.



3 BONNES RAISONS

DE LIRE CE DOSSIER !

1. Pas de village sans école
2. Deux tiers des communes sont concernés
3. Une pédagogie atypique à valoriser

Les écoles rurales à l'abandon ?

Baisse d'effectifs, manque d'accessibilité, faible attractivité pour les équipes enseignantes...

Les territoires ruraux et de montagne sont fragilisés. Que fait l'Éducation nationale pour **préserver l'offre éducative ?** Quelles sont les solutions qui marchent ? Enquête.

Texte :
ÉMILIE GILMER

Les sujets d'inquiétude

Les spécificités territoriales insuffisamment prises en compte

Pour l'Insee, une commune peut se définir comme rurale lorsqu'elle compte moins de 2000 habitants, ce qui correspond aux deux tiers des communes de la France métropolitaine. Pour autant, la ruralité recouvre une réalité particulièrement hétérogène et l'école dite « rurale » n'a pas les mêmes problématiques selon qu'elle se trouve en zone rurale périurbaine, isolée ou montagnarde. Pourtant, les services de l'État ont tendance à ignorer ces disparités. « La scolarité en milieu rural est absente des statistiques et fait aujourd'hui l'objet d'une politique scolaire par défaut, explique le sénateur Jean-Yves Roux, coauteur d'un rapport¹ sur la scolarité en milieu rural déposé au Sénat le 9 octobre 2019. « Exceptées les zones d'éducation prioritaire, l'Éducation nationale traite quasiment de la même façon l'ensemble des territoires », poursuit Laurent Lafon, autre coauteur. Une méconnaissance du terrain qui se conjugue, bien souvent, à une gestion des moyens très verticale. « Aujourd'hui, un certain nombre de décisions sont prises de manière unilatérale par l'Éducation nationale, dans une logique purement comptable, alors qu'elles contreviennent aux projets de développement et d'aménagement des territoires, remarque Cédric Szabo, directeur de l'Association des maires ruraux de France. C'est pourquoi notre principale revendication est de pouvoir maîtriser la destinée scolaire du territoire, en étant systématiquement impliqué dans la gestion de la carte scolaire. »

La concentration des écoles en forte hausse

Selon les chiffres communiqués au mois de juillet par le ministère, 400 écoles rurales ont fermé leurs portes à la rentrée 2019. Parmi elles, 150 correspondent à des fermetures et 250 à des fusions. Des éléments qui confirment la tendance à la « concentration des établissements scolaires » amorcée depuis plusieurs années, comme le révèle la dernière enquête menée par le SNUipp-FSU. « La volonté de restructurer le réseau scolaire se traduit par des fermetures de classes uniques et de petites écoles, des fusions d'écoles, le développement de RPI concentrés », écrit le syndicat. Car, en effet, si le modèle du regroupement pédagogique intercommunal (RPI) n'est pas nouveau, le modèle jusqu'ici dominant des RPI « dispersés » (des classes réparties sur plusieurs villages) laisse peu à



« La scolarité en milieu rural est absente des statistiques et fait aujourd'hui l'objet d'une politique scolaire par défaut ».

JEAN-YVES ROUX,
SÉNATEUR DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE



SELON L'INSEE, les élèves des communes très peu denses (soit 4 % des communes françaises) mettent, en moyenne, quatre fois plus de temps à se rendre au collège que les élèves résidant dans les communes densément peuplées.

Source : Cnesco et Normandie Université, UNICAEN, CNRS ESO, octobre 2018.

peu sa place à celui des RPI « concentrés » (des RPI regroupés sur un même site). « Avec pour conséquences des fermetures d'écoles et un maillage éducatif moins dense en zone rurale », estime encore le syndicat. Un phénomène de concentration censé faire face à la baisse démographique – l'objectif est de récupérer des postes – mais qui se fait, bien souvent, au mépris des volontés locales. Même si, dans certains cas, des « conventions ruralité »² ont permis de recueillir l'assentiment des acteurs de terrain...

Des difficultés récurrentes d'accessibilité

Car, en effet, les mécanismes de concentration ne sont pas sans conséquence pour les villages, dont l'activité et l'attractivité faiblissent lorsque l'école s'en va. Ni pour les élèves et leurs parents, dont le quotidien se complexifie parfois largement. « Certaines fermetures sont scandaleuses lorsqu'elles se traduisent, par exemple, par une augmentation déraisonnable du temps de trajet pour de jeunes enfants, s'insurge Cédric Szabo. Alors même que, bien souvent, une offre

« Notre proposition est de faire en sorte que les enseignants prêts à aller enseigner dans des zones rurales bénéficient ensuite d'une priorité pour revenir dans leur académie d'origine. »

—
LAURENT LAFON, SÉNATEUR DU VAL-DE-MARNE

scolaire et périscolaire suffisamment robuste pourrait être mise en place à l'échelon de plusieurs villages. » Une inquiétude qui semble néanmoins avoir été entendue si l'on en croit les mesures contenues dans le plan d'action du gouvernement dit « Agenda rural », rendu public par Édouard Philippe le 20 septembre dernier. La nouveauté ? Il y est question d'un indice d'éloignement destiné à prendre en compte les contraintes territoriales dans l'allocation nationale des moyens de l'Éducation nationale. Le ministère annonce ainsi lancer un travail pour définir de nouveaux critères (isolement, éloignement, équipements, etc.) dans l'allocation des moyens des établissements scolaires.

Une baisse d'attractivité pour les enseignants

Reste une problématique pour le maintien d'une offre scolaire de proximité : le manque d'attractivité de certains territoires pour les équipes enseignantes. Même si là encore, des solutions existent. « Notre proposition est de développer le recours aux « contrats de mis-

sion » pour l'affectation des enseignants, explique le sénateur Laurent Lafon. C'est-à-dire de faire en sorte que des enseignants qui seraient prêts à aller enseigner pendant quelques années dans des zones rurales bénéficient ensuite d'une priorité pour revenir dans leur académie d'origine. » Sans oublier la question de la formation des enseignants, d'autant plus prégnante que les classes multi-niveaux – modèle d'organisation scolaire typique du monde rural (lire page 18) – se sont aujourd'hui largement étendues au-delà du monde rural... « Enseigner dans de telles classes demande une préparation spécifique qui n'existe actuellement pas dans la formation initiale des futurs enseignants », remarquent les sénateurs.

- (1) Baptisée « Les nouveaux territoires de l'éducation », la mission d'information du Sénat – dont le rapport a été déposé le 9 octobre 2019 – propose 15 recommandations permettant une meilleure prise en compte des spécificités des écoles de nos territoires.
- (2) Il s'agit de contrats d'engagement réciproque signés entre les territoires ruraux et les services déconcentrés de l'Éducation nationale. Au mois de mai 2019, 52 conventions avaient été signées sur tout le territoire.

49%
C'EST LA PROPORTION
d'élèves du premier degré accueillis dans une classe « multi-niveaux » à la rentrée 2017. Cette proportion atteint 78 % pour les écoles situées dans les zones rurales.
Source : Sénat, octobre 2019.

L'AVIS DE LA FCPE

L'ÉCOLE CRÉE LE LIEN SOCIAL

La FCPE défend l'école publique, laïque, obligatoire et gratuite. Dans une école rurale, chaque suppression de classe peut influencer sur la fermeture de l'école. Et, quand l'offre publique est défaillante, le seul choix laissé aux familles est le secteur privé. Or, tout enfant a droit à une école publique à proximité de chez lui, dans le respect de son rythme de vie. Il doit pouvoir avoir accès aux loisirs, à la culture, aux sports. Les classes de découvertes sont aussi des outils éducatifs essentiels dans sa scolarité. Autre élément d'importance, la présence d'une école dans un village est créatrice de lien social pour l'ensemble de la communauté et un élément

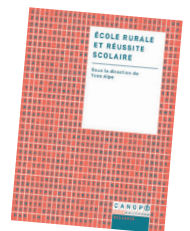
important de l'attractivité d'un territoire. Dans le rapport sur l'éducation prioritaire remis au ministre le 5 novembre 2019 par Ariane Azéma et Pierre Mathiot, l'accent est mis sur la spécificité des territoires ruraux. Les auteurs préconisent des mesures sur les conditions d'exercice des personnels, afin de faciliter leur recrutement. Par ailleurs, la pédagogie des classes multiniveaux doit être intégrée à la formation initiale et continue des enseignants. Une orientation prometteuse car cette façon d'enseigner stimule la coopération, l'échange, le dialogue en permettant des apprentissages communs à des enfants d'âges différents.



EN SAVOIR PLUS :

Librairie

Pierre Champolion, Angela Barthes et Yves Alpe portent à notre connaissance dans *École rurale et réussite scolaire* les résultats de travaux de recherche menés depuis près de vingt ans sur les problématiques de l'éducation en milieu rural. Cet ouvrage qui questionne les rapports entre école rurale et réussite scolaire tente de contribuer à la réflexion des acteurs de l'éducation concernés par ces questions. Il permet de poursuivre le débat sur des questions plus larges, relatives aux politiques éducatives et aux choix de société.



2016, Réseau Canopé



Sur le terrain ...

Les militants FCPE montent au créneau

Attachés à une offre scolaire publique de proximité, ils se battent, chaque jour, pour préserver ou « sauver » l'école. Rencontres.

« On a le sentiment de jouer à la loterie chaque année »

Ariane Crespo Modigliani, responsable du conseil local de l'école publique de Maclas, dans la Loire

« Maclas est une petite commune de 1800 habitants, qui compte deux écoles, une publique et une privée. Il y a quelques années, un poste a été supprimé dans l'école publique, ce qui a rendu compliqué la gestion des classes, dont les effectifs sont montés à 28 élèves. C'est pourquoi les parents d'élèves se sont mobilisés au mois de juin dernier pour obtenir de nouveau un cinquième poste, que la direction académique nous a finalement attribué. Le problème, c'est que la situation reste précaire, dans le sens où nous ne sommes pas certains de le conserver. En réalité, comme nous sommes dans la limite des seuils d'encadrement, on a un peu le sentiment de jouer à la loterie chaque année. Ce qui est par ailleurs compliqué, c'est que nous subissons de plein fouet la concurrence du privé. En effet, si nous revenons à quatre postes, l'école n'a plus les moyens, par

exemple, d'accueillir les toutes petites sections, ce qui se traduit inévitablement par une fuite vers le privé, qui affaiblit notre école publique. »

« Notre principale problématique : les transports ! »

Yolande Gardères, vice-présidente de la FCPE de la Seine-et-Marne et Sébastien Deré, secrétaire général adjoint

« La principale problématique que nous rencontrons dans nos zones rurales est celle des transports. Nous avons des RPI pour lesquels il n'y a qu'une seule rotation le matin et le soir. Autrement dit, si les parents veulent que leur enfant déjeune à la maison, ils sont contraints de prendre en charge le trajet. Le problème se corse pour les élèves en situation de handicap qui ont une notification en ULIS et qui sont affectés dans une ULIS hors secteur : ils deviennent de fait demi-pensionnaires (puisque'il n'y a pas de transport à la pause méridienne) mais payent un tarif « hors-commune » ! Par ailleurs, les horaires de transport ne sont pas toujours adaptés aux

La FCPE de la Meuse est particulièrement engagée pour la défense d'un service public d'éducation. Soutenus par les syndicats enseignants, les parents d'élèves se sont mobilisés à Bar-le-Duc contre la fermeture de cinq collèges meusiens (cf photos page 16). En Seine-et-Marne, la FCPE milite pour que les enfants en situation de handicap ne paient pas des tarifs de transport hors commune quand ils sont affectés dans une ULIS hors secteur (photo ci-dessous).



eau pour défendre l'école rurale

emplois du temps des collégiens et des lycéens, ce qui occasionne des amplitudes horaires importantes et une grande fatigue chez certains élèves, et donc des conditions plus difficiles pour le travail scolaire. Sans compter la difficulté d'accéder à certaines communes pour des enseignants remplaçants non motorisés, lorsque ces communes sont mal desservies par les transports en commun... »

« Notre souhait est que la réalité locale soit davantage prise en compte »

Marielle Bégué, secrétaire générale de la FCPE des Hautes-Pyrénées

« Dans notre département, les besoins diffèrent très largement entre le nord et le sud. Toute la partie nord du département est une zone de plaine, tandis que la partie sud est une zone de montagne, où les problématiques d'isolement et d'éloignement sont très prégnantes. Aussi, la principale revendication que nous portons est de tenir davantage compte de la réalité locale et de l'intérêt des enfants, avant de prendre

des décisions de fermeture ou de regroupement. Par exemple, en zone de montagne, un éloignement kilométrique faible ne se traduit pas forcément par un temps de trajet faible, c'est pourquoi il est impératif de raisonner en temps de transport et non en nombre de kilomètres ! Par ailleurs, en zone de plaine, où les écoles fonctionnent aujourd'hui quasiment toutes en RPI, les déplacements sont parfois lourds et compliqués pour les parents qui ont plusieurs enfants scolarisés. Là encore, nous essayons de sensibiliser les autorités sur la nécessité de sortir d'une logique purement comptable pour assurer une égalité de traitement entre tous les élèves. »

« L'école est le premier service public recherché par les parents »

Sébastien Wirtz, président de la FCPE de la Meuse

« Les zones rurales sont aujourd'hui enfermées dans un cercle vicieux : moins il y a de services publics, moins les zones rurales sont attractives, et moins elles sont attrac-

tives, plus la démographie diminue et les services publics s'affaiblissent. Il faut sortir de ce cercle vicieux, car l'école est bien sûr le premier service public recherché par les parents... L'autre problématique, notamment dans les zones rurales isolées, est la difficulté des élèves à envisager des études longues (lire page 18), les grandes écoles, les écoles d'ingénieurs ou les études à l'étranger par exemple. Le problème est à la fois l'absence de modèle, et donc la difficulté à se projeter, et l'habitude d'évoluer dans des petites structures. Pourtant, les choses peuvent changer rapidement : dès qu'un élève issu d'un village réussit et que son parcours est valorisé, on voit naître chez d'autres élèves des ambitions nouvelles. C'est donc cette création de modèles qu'il faut encourager. »

Un laboratoire pédagogique à ciel ouvert !

Loin du cliché d'une école de seconde zone un peu à la traîne, les écoles rurales sont en réalité des poches de résistance et de créativité. Interview de **Pierre Champollion**, chercheur au laboratoire Éducation, Cultures, Politiques (ECP) de Lyon et président de l'Observatoire éducation et territoires (OET).



Quelles sont les spécificités de l'école rurale ?

Au-delà du contexte rural, le vocable « école rurale » renvoie généralement à une organisation particulière, celle de la classe unique ou de la classe à plusieurs niveaux. En effet, cette forme est née dans les milieux ruraux et montagnards isolés en raison de l'exode rural pour faire face au déclin démographique : regrouper les élèves dans une seule et même classe était une solution pour maintenir l'école. L'État et la majorité de la population ont longtemps pensé que l'école rurale fonctionnait mal. Dans les années 70, des études ont été commanditées, qui ont révélé que l'école rurale fonctionnait au moins aussi bien et parfois même un peu mieux (moindre taux de retard, meilleures performances math-français aux épreuves standardisées) que la moyenne des écoles du territoire ! Un constat qui s'est depuis confirmé (IREDU1) et se confirme encore (OET).

À quoi peut-on attribuer ces bons résultats ?

L'origine est évidemment multifactorielle. Les bons résultats sont bien sûr liés à des effectifs souvent plus faibles que dans les autres écoles, mais ce n'est pas la seule raison. Les classes uniques ont également développé au fil du temps des stratégies pédagogiques différentes. En

effet, en rassemblant des enfants d'âges différents dans une même classe, les professeurs ont non seulement pu accompagner leurs élèves sur plusieurs années, mais ils ont encore dû modifier leur façon de travailler en favorisant, par exemple, le travail en petits groupes, l'autonomisation des élèves, la coopération entre pairs, le tutorat des plus âgés vers les plus jeunes, etc.

Les enseignants sont ainsi passés d'une posture magistrale (un professeur derrière son bureau) et à une posture « accompagnatrice » (avec davantage d'individualisation). Ils se sont également davantage appuyés sur les ressources territoriales locales pour leurs enseignements. Autrement dit, l'école rurale et montagnarde s'est développée comme un laboratoire pédagogique « à ciel ouvert », qui a mis en œuvre, devant les difficultés et les contraintes, toutes sortes de pédagogies actives différenciées promues par ailleurs par les mouvements pédagogiques innovants de type Freinet.

Ces résultats se retrouvent-ils dans la suite des parcours scolaires ?

Ils se confirment jusqu'à la fin du collège. En revanche, les choix d'orientation qui suivent le collège sont plutôt « modestes » au regard des bons résultats scolaires obtenus. C'est-à-dire qu'à niveau égal, les élèves issus des zones rurales et de montagne s'orientent davantage vers des études courtes et professionnelles, alors même qu'ils auraient les capacités de se tourner vers des études longues.

Autrement dit, parce qu'ils s'autocensurent en sous-estimant leurs capacités, les jeunes ruraux et montagnards n'utilisent pas autant que les autres l'ensemble des choix de la palette d'orientation, ce qui crée une inégalité avec le reste des élèves.

(1) Institut de recherche sur l'éducation, université de Bourgogne.



EN SAVOIR PLUS :

Ouvrages • Champollion, P. (2019). *Inégalités d'orientation et territorialité : l'exemple de l'école rurale montagnarde*. Contribution au rapport Cnesco « Justice à l'école et territoires ». Paris : Cnesco (disponible sur le site du Cnesco : cnesco.fr).

• Champollion, P. (dir.) (2019). *Territorialisation de l'éducation. Tendance ou nécessité*. Londres : ISTE.

COMMENT ENCOURAGER LES JEUNES RURAUX À S'ORIENTER VERS DES ÉTUDES SUPÉRIEURES ?

« Il faut que l'orientation devienne un axe prioritaire au sein des projets des établissements ruraux, ce qui n'est pas souvent le cas aujourd'hui, remarque Pierre Champollion. En France, les élèves de 3^e étaient au début des années 2000 – ce qui n'a pas beaucoup évolué depuis ! – 70 % à souhaiter s'orienter vers le lycée général, mais cette proportion tombe à 60 % chez les jeunes ruraux, et à 50 % lorsqu'on interroge leurs parents ! Il y a donc un travail important à mener sur les représentations afin de lutter contre l'autocensure souvent issue de la prégnance du contexte (territorial, social) dont on est issu. »

QUELS SONT LES DIFFÉRENTS « PROFILS » D'ÉLÈVES DANS LES ZONES RURALES ET DE MONTAGNE ?

« Il y a trois types de « publics », explique Pierre Champollion. D'abord, les ruraux « historiques », plutôt « enracinés » dans leur territoire, qui font majoritairement confiance à l'école pour apprendre à leurs enfants à lire-écrire-compter. Puis, les « néo-ruraux », nombreux dans les zones rurales et montagnardes touristiques, qui attendent d'abord de l'école qu'elle ouvre leurs enfants sur la culture, les voyages, l'environnement, etc. Il y a, enfin, les « derniers venus », souvent déjà en grande difficulté scolaire, issus des quartiers urbains déshérités, qui n'attendent pas grand-chose d'une école qu'ils jugent élitiste, et dont ils ne connaissent pas les codes... ».



© Stom500

Des idées novatrices pour dynamiser les territoires

Partout en France, des communes se mobilisent pour rendre leur école plus « attractive ». Zoom sur trois initiatives mises en lumière par l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

1. Un nouveau projet pédagogique

En 2016, face à la menace d'une fermeture de classe, l'équipe municipale de Blanquefort-sur-Briolance (Lot-et-Garonne) a impulsé un nouveau projet pédagogique pour dynamiser l'école de la commune : la méthode de pédagogie active, Montessori, a été mise en place avec des résultats inespérés. Non seulement la classe n'a pas fermé, mais une nouvelle classe a ouvert.

2. Un événement culturel en milieu rural

À Breuil-Bois-Robert (740 hab.), dans les Yvelines, la façade de la nouvelle école de la commune a été décorée

durant l'été 2019 par le graffeur Stom500, spécialiste du street art. Suite à un appel à candidature lancé par la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise, la commune a répondu afin de promouvoir la culture en milieu rural.

3. Une cantine 100 % bio

À Courtonne-la-Meudrac, dans le Calvados, la cantine a commencé à introduire progressivement des aliments issus de l'agriculture biologique dans les assiettes en 2002, suite à la crise de la vache folle. Une démarche qui a porté ses fruits, puisque depuis la rentrée 2018, 100 % des produits servis aux enfants sont bio !



Le milieu rural représente 36%
des écoles métropolitaines et accueille
20% des élèves.



Data scientist : donner du sens aux données

Les données numériques sont au cœur de la stratégie d'entreprise. Le data scientist, qui sait faire "parler" ces indicateurs, est donc une recrue de valeur.

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

« **U**n data scientist n'a aucun mal à trouver un emploi, assure Nesrine Aguechariou, data scientist au DataLab d'AG2R La Mondiale. Mais le métier reste encore mal connu, même au sein des entreprises. » Littéralement, le data scientist est un scientifique des données, celles que nous produisons dès que nous nous aventurons en ligne. Ces dernières constituent une mine d'or pour les sociétés qui les collectent. À condition des les utiliser de manière pertinente. C'est là qu'intervient le data scientist. « Il analyse les données numériques mises à sa disposition pour concevoir des modèles de machine learning (une intelligence artificielle dotée d'un système d'apprentissage) basés sur des mathématiques et des statistiques afin d'apporter des solutions et aider l'entreprise à prendre des décisions », explique Nesrine Aguechariou. Mathématiques et statistiques. Les deux mots-clés sont lâchés. « Il faut ajouter programmation, précise la data scientist, titulaire d'un master mathématiques et applications à Sorbonne

université. Un data scientist met en place des modèles prédictifs. Il a davantage de responsabilités qu'un data analyst dont le métier consiste à extraire et analyser des données pour en tirer des conclusions. »

Après son master, Nesrine Aguechariou s'est spécialisée en ingénierie statistique et data science en alternance chez AG2R La Mondiale. « L'alternance était une bonne transition. La pratique est souvent éloignée de la théorie. » Dans sa promo, il n'y avait que trois filles sur seize étudiants. « On est encore loin de l'équité, remarque-t-elle. Pourtant, les filles sont aussi capables d'exercer ce métier que les garçons. » En poste désormais au DataLab d'AG2R La Mondiale, Nesrine Aguechariou passe une bonne partie de ses journées sur l'application Jupyter notebook, à travailler sur des données, à tester différentes méthodes, à chercher des algorithmes... Récemment, elle a développé « un chatbot » ou agent conversationnel virtuel afin d'automatiser les réponses techniques posées par les développeurs de l'une des directions du groupe.



3 QUESTIONS À SE POSER

1. Je n'ai pas d'aversion pour les chiffres ?

« Il faut aimer et maîtriser les chiffres, les mathématiques et les statistiques. » Ils font partie du quotidien du data scientist. Un master ou un doctorat en mathématiques, informatique, management, statistiques ou en marketing, avant une spécialisation, est indispensable.

2. Est-ce que j'aime travailler derrière un écran ?

Manipuler des données nécessite de passer du temps derrière son ordinateur, de maîtriser les outils informatiques et de connaître les langages de programmation. « Le plus couramment employé est Python. »

3. Suis-je synthétique et clair ?

« À l'oral, il faut être capable de communiquer et expliquer de manière simple les résultats des missions afin d'être compris par tous. »

« L'aspect relationnel est aussi très important dans ce métier, ajoute Nesrine Aguechariou. Je suis souvent amenée à rencontrer les interlocuteurs pour lesquels je travaille, car j'ai parfois besoin de comprendre des détails de leurs données qui n'ont rien à voir avec les maths et les stats. Je prends aussi la parole en réunion pour expliquer simplement en quoi consiste mon métier. »



Liens utiles

Ressources

- <https://referentiels-metiers.opiiec.fr/fiche-metier/113-data-scientist>
- talentsdunumerique.com
- cfa-sciences.fr/statistique-actuariat/master-Ingenierie-Statistique-data-sciences
- cidj.com/metiers/data-analyst-data-scientist

En pratique

Rougeole

Une maladie infectieuse en forte recrudescence



Les chiffres de l'épidémie de rougeole sont alarmants. La vaccination est indispensable pour stopper la circulation du virus et protéger les plus fragiles.

Texte : MARIANNE PEYRI

La France est actuellement le pays d'Europe où l'on recense le plus de cas de rougeole bien qu'ayant signé, comme les autres pays de la région Europe de l'OMS, un plan d'élimination de la maladie à échéance 2020. Il faudrait, en effet, atteindre 95 % de taux de vaccination chez les enfants, avec l'injection de deux doses, pour prétendre éliminer la maladie. En France, ce taux, en 2017, dépassait tout juste les 80 % chez les enfants de 2 ans¹. La circulation du virus a même repris activement, depuis deux ans, avec près de 3 000 cas déclarés en 2018 et 2 500 cas de janvier à septembre 2019. En cause ? De la négligence notamment sur le rappel pour la deuxième dose – essentielle pourtant pour être protégé contre le virus –, et de la méfiance pour certains sur les effets secondaires.

Une maladie très contagieuse

Cette vaccination est d'autant plus indispensable que la rougeole figure parmi les maladies les plus contagieuses. Une personne porteuse du

virus peut infecter, par la toux et les éternuements, entre 15 et 20 personnes contre 3 par exemple pour la grippe. Pour certaines personnes, les complications dues à la maladie peuvent être très graves : encéphalites, pneumonies, détresse respiratoire aiguë jusqu'au décès... Les personnes les plus à risque de complication sont les nourrissons de moins de 1 an, les femmes enceintes et les personnes ayant des problèmes d'immunodéficience. Dès lors, être vacciné n'est pas seulement le moyen de se prémunir soi-même de la maladie mais devient crucial pour protéger ces personnes fragiles qui ne peuvent pas se faire vacciner et sont susceptibles de subir des complications ou d'en décéder.

Un rattrapage à n'importe quel âge

Devenue obligatoire pour les enfants nés à partir de 2018, la vaccination se doit donc d'être effectuée, pour une première dose, à 12 mois ; avant l'âge d'un an, le nourrisson développant en effet une moins bonne réponse immunitaire. La seconde dose doit être adm-

26 DÉCÈS DEPUIS 2008

Depuis 2008, 30 000 cas de rougeole ont été déclarés en France, soit des chiffres

en deçà de la réalité, puisqu'on estime que seulement la moitié des cas sont effectivement déclarés. Elles ont donné lieu dans 23 % des cas à des hospitalisations. La dernière synthèse des données de surveillance, publiée en octobre 2019, par Santé publique France, indique que 7 % des personnes atteintes ont présenté des troubles sévères : pneumopathies graves, complications neurologiques de type encéphalite...

Le nombre de décès, sur cette période de plus de onze ans, est de 26 personnes, touchant une population jeune, majoritairement âgée de 10 à 30 ans, dont plus de la moitié présentait des problèmes d'immunodéficience.

nistrée entre 16 et 18 mois. Le rattrapage pour les personnes nées à partir de 1980 – peu avant l'introduction du vaccin dans le calendrier vaccinal du nourrisson – peut avoir lieu à n'importe quel âge en respectant un délai d'un mois entre deux doses. Si un enfant a été en contact avec une personne atteinte de rougeole et qu'il n'est pas protégé, il est important de le vacciner dans les 72 heures qui suivent le contact afin d'essayer d'éviter le développement de la maladie.

— Avec l'aide du **Dr Denise Antona**, médecin épidémiologiste à Santé publique France, direction des maladies infectieuses.

(1) Source Drees/Santé publique France.

Liens utiles

Sites officiels

- vaccination-info-service.fr
- santepubliquefrance.fr

En pratique



Réussite scolaire

Les aînés, une véritable ressource

Lorsque des enfants sont confrontés à des difficultés scolaires, les aînés sont parfois mis à contribution pour épauler leurs frères et sœurs.

Texte : MARIANNE PEYRI

Il a joué à la maîtresse avec sa grande sœur, a appris des chansons grâce à elle, s'est familiarisé avec l'école en venant aux fêtes... Le cadet ou benjamin, grâce à son ou ses aînés, part d'ores et déjà avec un petit bagage dans la scolarité. Si cet aîné réussit plutôt bien et si les écarts d'âge sont réduits, certains le prendront même comme « modèle ». Le rôle de la fratrie est donc non négligeable. Il devient cependant plus crucial dans certains cas et selon le niveau social de la famille. Dans les milieux aisés, si un des enfants est confronté à des difficultés scolaires, ce sont généralement des moyens extérieurs qui seront mobilisés pour aider l'enfant : cours privés, internat... Dans certains cas, si les parents sont moins disponibles, les plus âgés de la fratrie peuvent aussi parfois prendre le relais dans l'aide aux devoirs, mais avec une influence plus ou moins déterminante.

En revanche, au sein des milieux populaires, notamment lorsque les parents

sont les plus démunis sur le plan de l'écrit et scolaire, l'implication de la fratrie peut se révéler très bénéfique. Ces grands frères ou sœurs peuvent jouer un véritable rôle d'interprète de cette culture scolaire, soit directement dans de l'aide aux devoirs, mais également en favorisant le rapport à l'écrit et l'oral, en amenant son cadet à la bibliothèque, en lui lisant des histoires, en le reprenant à l'oral s'il fait une faute de français... On voit aussi, dans certains cas, des aînés, servir de relais entre les parents et les professeurs ou, par sa connaissance de l'institution scolaire, jouer le rôle de « guide » lors des choix d'option ou de grandes étapes d'orientation. Dans ces cas-là, la fratrie se révèle donc bel et bien essentielle pour ces enfants en difficulté mais ne doit pas pour autant cacher une réalité statistique, fruit d'un déterminisme social : plus le nombre de frères et sœurs est important au sein d'un foyer, plus les chances de réussite scolaire seraient réduites.



AVIS D'EXPERT



GAËLE HENRI-PANABIÈRE,
chercheuse en sciences
de l'éducation

« Le premier facteur de réussite scolaire d'un enfant, c'est le milieu social et le degré d'initiation des parents à la culture scolaire. C'est à partir de là que jouent les relations familiales et notamment l'influence de la fratrie, qui peut prendre une importance plus ou moins forte. Les effets de cette socialisation fraternelle sont particulièrement sensibles dans les familles de milieux populaires et nombreuses. D'après notre étude, on a pu constater que ce sont les filles aînées qui sont les plus sollicitées pour s'occuper des cadets et les accompagner scolairement. Nous avons relevé des cas de « réussites » et de transmission privilégiées entre sœurs. L'écart d'âge joue aussi beaucoup : quand l'aîné quitte le foyer familial, cet accompagnement scolaire s'éloigne aussi. Pour le « tuteur », cette transmission peut être aussi bénéfique que pour son frère ou sa sœur. Il travaille d'avantage sur ses savoirs scolaires, peut se sentir valorisé grâce à eux et cela peut booster sa propre scolarité. Attention néanmoins, si l'implication des aînés dans la scolarité des cadets représente une charge trop lourde, elle peut empiéter sur leur propre investissement scolaire. »

En pratique



En savoir plus

Article

- Membre du Cerlis, centre de recherche sur les liens sociaux, Gaële Henri-Panabière est co-auteur de l'article suivant : « La fratrie comme ressource. Le rôle des aînés dans les parcours scolaires des enfants de familles nombreuses », *Politiques sociales et familiales*, n° III, Dossier fratries, mars 2013, p. 5-15.



L'enfant et l'animal, une relation apaisante

Confident, partenaire de jeu, médiateur... L'animal et l'enfant se comprennent souvent spontanément, sans filtre. **Grandir ensemble** est une chance.

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

« **M**aman, dans la famille, nous sommes quatre, dont trois qui veulent un chat. Nous sommes donc majoritaires. » La démonstration de Maiwenn, 7 ans, est implacable, mais sa mère n'est pas encore sur le point de flancher. Pour elle, un chat signifie une charge en plus et de nombreuses contraintes : une litière à changer, des croquettes à acheter, une garde à trouver, un vétérinaire à consulter, des griffures sur le canapé... Et les bons côtés, alors ?

« C'est plutôt une chance de pouvoir grandir avec un chien ou un chat, assure Philippe Hofman, psychologue. Cela nécessite bien sûr une surveillance de la part des parents, mais d'un point de vue structurant et inconscient, la présence d'un animal familial a beaucoup d'effets sur le développement de l'enfant. »

À peine rentré du centre de loisirs, Robin, 5 ans, retrouve Bagheera et s'allonge près de lui sur le tapis en le caressant. Le temps s'arrête. « Avec l'animal, le réconfort est immédiat », commente Philippe Hofman. Quand Robin a réclamé un chat,

il a tout de suite eu le soutien de son père qui a marché avec Pluton, joué avec Mickey, s'est consolé avec Sécotine... Pour lui, « la présence d'un chat dans la famille était une évidence, raconte la mère de Robin. Moi, j'étais un peu réticente à cause des poils mais pas assez pour ne pas céder. Et je ne regrette pas. Bagheera est une crème et Robin ne réclame plus la télé quand il rentre de l'école ! »

Quelques minutes plus tard, les marques d'affection de Robin se font plus pressantes, voire étouffantes. Bagheera se dégage et s'éloigne du garçon. « L'enfant apprend qu'il ne peut pas tout faire ou faire n'importe quoi et qu'il y a des limites, analyse le spécialiste. Quelque chose se constitue entre le soi et l'autre et cette relation participe au sentiment d'altérité et au respect d'autrui. »

L'animal ne trahit pas

Partenaire de jeu idéal qui stimule l'imaginaire, Bagheera, comme tous les animaux familiers, a également des qualités qui n'échappent pas à Robin : il ne juge pas, il ne répète pas, il ne trahit



L'ESPÉRANCE DE VIE
estimée d'un chat d'appartement se situe entre 15 et 20 ans. Celle estimée d'un chien se situe entre 10 et 15 ans.

En pratique



ILS ONT DIT

pas. En résumé, on peut tout lui dire (même les gros mots que Robin collectionne à l'école et qui fâchent ses parents). « L'animal écoute l'enfant, donc il l'approuve, commente Philippe Hofman. Il renvoie dans son regard et ses attitudes tout l'amour et toute la joie que l'enfant peut lui donner, c'est presque magique. » La cousine de Robin, 20 ans, parle même de « journal intime et de doudou », lorsqu'elle évoque « sa » Pénélope, avec qui elle a grandi.

Avoir un chien ou un chat, c'est aussi devenir responsable d'un être vulnérable qu'il faut protéger. Changer la litière du chat ou sortir le chien pour ses besoins responsabilise l'enfant. Il pose aussi des limites à son animal... « Si l'enfant ne tient pas en laisse son chien, il peut se faire écraser, développe le spécialiste. Il perçoit ainsi le rôle de l'autorité parentale. »

Quand le couple parental se sépare, « beaucoup d'enfants réclament un animal pour réparer la faille de la séparation, remarque Philippe Hofman. Même s'il ne résout pas tout, il peut aider à passer le cap d'une séparation qui, pour un enfant, est épouvantable à vivre. »

Youn, 12 ans, a voulu un chat lorsque ses parents se sont séparés. Boulette partage désormais la vie de la famille en garde alternée depuis quatre ans et passe les vacances chez les grands-parents. Chaque foyer apprécie sa présence câline et apaisante. « J'adore quand il dort sur mes genoux et qu'il se met à couler entre mes jambes. Et quand je suis en colère, il suffit que je croise son regard pour ne plus l'être. Il est trop mignon », explique avec tendresse Youn. « L'animal permet une relation unique apaisante qui rassure, observe Philippe Hofman. L'enfant a le sentiment d'être protégé et en sécurité. »

Une interaction à but thérapeutique

C'est ce climat de sécurité affective et de confiance que Sandie Belair cherche à mettre en place avec son chien Dubaï lorsqu'elle reçoit ses jeunes patients. La psychologue pratique la médiation animale à visée thérapeutique depuis 2005. « L'animal est un catalyseur, explique Sandie Belair. Les chiens et les chevaux ont cette capacité à être très sensibles aux signaux non verbaux de l'enfant et vont s'adapter et s'accorder à ses gestes. L'enfant a le sentiment que l'animal adhère à ce qu'il dit et ce qu'il pense. Ça permet à la thérapeute d'aller chercher des choses enfouies. » Cette forme de médiation existe depuis une cinquantaine d'années, sans être réglementée. De plus en plus de psychologues utilisent cette pratique. Sandie Belair a récemment soutenu un mini-mémoire à l'issue d'une année de formation

« Quand je suis en colère, il suffit que je croise son regard pour ne plus l'être. Il est trop mignon. »

—
YOUN,
12 ans, parlant de son chat Boulette, 18 mois.

à l'institut Petite enfance Boris Cyrulnik. Elle explique comment un binôme psychologue-chien peut accompagner un processus résilient¹. « L'animal permet de recréer une forme de niche affective et sensorielle qui installe un attachement sûr pour l'enfant qui peut alors s'ouvrir au monde. J'appelle cela une niche thérapeutique. » Aujourd'hui, son chien Dubaï avec qui elle travaille depuis 2010, a une présence passive dans son cabinet. « Il est à la retraite », précise Sandie Belair. Car la vie d'un animal n'a pas la même temporalité que celle des humains...

C'est ce que raconte avec beaucoup de sensibilité *La liste des choses à faire absolument*, un album paru en littérature jeunesse dans laquelle l'animal occupe une place centrale. On y voit une petite fille grandir et son chien vieillir...

Avec un chien ou un chat, l'enfant comprend aussi le temps qui passe. L'animal peut mourir de sa belle mort mais cette vie est intéressante car elle aura accompagné le développement de l'enfant, partagé avec la famille toutes les épreuves, les changements et les bouleversements et fabriqué de nombreux souvenirs.

(1) L'institut Petite Enfance Boris Cyrulnik organise un colloque sur cette thématique le 19 juin 2020 à Paris.



49,5%

DES FOYERS FRANÇAIS possèdent au moins un animal et 42% au moins un chien ou un chat.
Source : facco.fr/les-chiffres

En pratique

Liens utiles

Internet

- mediation-animale.org/
- resilienfance.org/

Livres

- *La liste des choses à faire absolument*, Kate et Sarah Klise, Albin Michel jeunesse, 32 pages, 11,50 €.
- *L'enfant et l'animal, une relation pleine de ressources*, Daniel Marcelli, édition érès, *L'école des parents*, 224 pages, 13 €.
- *Le chien est une personne*, Philippe Hofman, Albin Michel, 320 pages, 16 €.

Décryptage

1 km à pied, ça n'use pas les souliers !

Appelés aussi "carapatte", **les pédibus ont le vent en poupe.**
Retrouvez en une infographie les étapes pour se lancer dans l'aventure.

Illustration : DAVID LORY

1 Lancer une enquête

- a) Connaître les habitudes et besoins des familles pour le déplacement domicile-école
- b) Recenser les parents disponibles pour accompagner les enfants
- c) Noter les coordonnées et lieux d'habitation des familles intéressées

2 Choisir un itinéraire

Déterminer le trajet le plus sécurisé possible et les points d'arrêts. Chronométrer pour définir les horaires de passage.

3 Établir un planning

Gérer le roulement des accompagnateurs (2 adultes minimum pour 8 enfants) et faire signer une charte expliquant les rôles et responsabilités de chacun.

6 Organiser un lancement officiel festif en invitant la presse locale et les élus.

4 Inscrire les élèves participants.

5 Mettre en place la signalétique. Acheter des chasubles et brassards avec bandes réfléchissantes pour tous.

7 Faire un bilan après une première période de fonctionnement et réajuster si besoin.

Bon à savoir : Le pédibus, organisé par le conseil local FCPE comprise dans l'adhésion, est couvert par l'assurance APAC-FCPE.

L'AVIS DE LA FCPE

En France, 1 déplacement en voiture sur 4 fait moins de 1 km. Or, c'est pendant les premiers kilomètres, lorsque le moteur est froid, que le véhicule consomme le plus de carburant et pollue le plus. Alors, pourquoi ne pas rejoindre ces parents d'élèves bénévoles, qui dans de nombreuses communes, ont opté pour le pédibus en guise de ramassage scolaire ? Aller à pied (ou en vélo) à l'école présente **de nombreux avantages pour tous**. La sécurité est renforcée aux abords de l'école, puisque le groupe d'élèves qui arrivent à pied fait diminuer

d'autant le nombre de voitures manœuvrant devant le portail. La pollution atmosphérique est réduite. Les enfants pratiquent **une activité physique quotidienne** ; apprennent à se déplacer et à devenir autonomes. Autre bénéfice : la convivialité ! Entre les élèves de classes différentes, mais aussi entre les parents qui sont voisins par ailleurs. N'hésitez pas à **solliciter la mairie** pour mener ce projet à bien. Elle pourra soutenir cette initiative par des prêts ou une aide à l'acquisition de matériels (chasubles, panneaux, affiches...).

Regards croisés

Vers un renouveau du militantisme ?

Comment associer les citoyens à une lutte aujourd'hui ? Les militants rivalisent d'imagination pour créer de nouvelles formes d'engagement et bousculer les politiques.

Propos recueillis par MICHÈLE FOIN



ALBERT OGIEN
Sociologue

Directeur de recherches au CNRS, Albert Ogien analyse les mouvements de protestation politique extra-institutionnelle : rassemblements et occupations de places, contestation des pouvoirs, insurrections civiles, activisme informatique...

“ Le militant d'aujourd'hui n'a pas de chef. Les liens sont horizontaux. Il s'inscrit aussi dans une action beaucoup plus spontanée.”

ALBERT OGIEN

Qu'est-ce qu'un militant aujourd'hui ? En quoi est-il différent du militant d'hier ?

Albert Ogien : Le militant de l'ancien monde rentre par la base au sein d'un parti ou d'un syndicat, et gravit lentement les échelons. Il agit localement et sur une longue durée. Ces militants-là s'inscrivent dans un mouvement politique, et respectent sa hiérarchie. Les citoyens d'aujourd'hui, eux, ont changé d'attitude. Ils ont considérablement accru leur autonomie de jugement. À leurs yeux, toute opinion doit être respectée, toute parole est légitime et vaut celle des « maîtres ». Le militant d'aujourd'hui n'a donc pas de chef. Les liens sont horizontaux. Il s'inscrit aussi dans une action beaucoup plus spontanée. Les jeunes qui défilent pour le climat ne prétendent pas faire de la politique. Ce sont pour moi des activistes.

Madeline Da Silva : Si la forme a changé, militer revient encore à croire en ses valeurs, et à penser que la société doit être le lieu de leur réalisation. On reproche souvent aux féministes d'être radicales. Mais les femmes d'hier, les suffragettes ou celles qui se sont battues pour l'avortement, si elles sont entrées dans l'histoire, c'est parce qu'elles ont su être radicales. On ne peut pas arrêter les violences sexistes et sexuelles sans l'être, car nos sociétés ne sont pas prêtes. Il est donc impossible d'élever le niveau de conscience sans montrer la réalité telle qu'elle est et non telle que les gens la perçoivent !

Pourquoi le militantisme de l'ancienne époque est-il en berne ?

A.O. : Les conditions générales du monde ont changé avec la financiarisation du capitalisme, ce qui affecte le militantisme de longue durée. Les grands partis de gouvernement sont à la peine et n'obtiennent pas de résultats aux élections. De leur côté, les syndicats se heurtent à un patronat devenu inflexible, et qui n'a plus envie de négocier. Cela rend le militantisme syndical impuissant. À cela s'ajoute le fonctionnement interne de ces appareils qui n'est plus en phase avec les aspirations des gens. Enfin, le refus de la hiérarchie et des normes idéologiques contribue à la faillite du militantisme traditionnel.

M.DS. : Nous sommes face à une vraie urgence ! Nous n'avons pas le temps de respecter la hiérarchie mérito-

cratique du militantisme. Aujourd'hui, le militant parle de là où il est, et grâce aux médias peut être propulsé comme l'un des porte-parole de la cause. Cette évolution est particulièrement favorable aux femmes ! Globalement, il est important d'autoriser plus de liberté de parole, sans pour autant permettre aux extrêmes de parler toujours plus fort. Il s'agit d'ouvrir la liberté d'expression aux personnes qui ne l'auraient pas forcément car pas du bon milieu, pas assez haut dans le parti, pas à la bonne fonction... C'est l'un des points positifs des formes actuelles du militantisme.

Comment mobiliser les citoyens sur une cause aujourd'hui ?

A.O. : Les gens se mobiliseront toujours pour une cause qui en vaut la peine. Ils ne sont pas apathiques. Dès que le vase déborde, ils descendent dans la rue. Ainsi, les jeunes qui font la grève de l'école, les Gilets jaunes... se débrouillent très bien ! En revanche, il est difficile de le prévoir. La naissance d'une mobilisation est toujours un peu mystérieuse. Il s'agit d'une alchimie, dont on note les soubresauts empiriquement. Les événements civiques laissent des traces, et l'ensemble de ces traces se configurent d'une certaine manière pour créer un mouvement. Ainsi, personne n'aurait pu prédire celui des Gilets jaunes.

M.DS. : On les mobilise en faisant lever leur niveau de conscience. Quand ce niveau monte, cela génère une colère. Et les gens vont alors avoir envie de dire non. Les femmes, par exemple, se mobilisent pour « Nous toutes », car elles trouvent enfin un espace simple d'accès où elles peuvent s'opposer aux violences faites aux femmes. Elles passent de « Je ne suis pas contente » à « Je me lève et je marche pour elles ».

Est-ce que seules les actions « coup de poing » fonctionnent ?

A.O. : Nous avons le sentiment que si l'action n'est pas vue à la TV, elle n'existe pas. Mais ce n'est pas vrai ! La négociation, la mobilisation du droit fonctionnent aussi. On traduit les États en justice, et on gagne. De ce point de vue, je comprends que la créativité monte en puissance pour intéresser les caméras. Mais en vérité, le travail politique se fait ailleurs et sur la durée. À la télévision, une image chasse l'autre, mais on n'y voit pas les effets souterrains du mouvement de protestation. Certes, les Gilets jaunes ne font plus les gros titres, mais l'Assemblée des assemblées, un élément de ce mouvement, en est à sa quatrième réunion, et appelle aujourd'hui à l'union avec les syndicats.

M.DS. : Si vous ne faites que des actions dans le cadre que l'on vous propose, cela ne fonctionne pas. Il faut aussi des actions coup de poing ! Nous allons par exemple organiser une marche déclarée, qui permettra à des femmes de protester dans un cadre sécurisé, mais également des happenings – une chaîne humaine sur le pont des Arts ou la distribution massive de flyers – car sans espace médiatique, on ne peut pas engager

© Damien Bégiroux



MADELINE DA SILVA

Membre du collectif #NousToutes

Militante en faveur des droits des femmes et de l'enfant, issue de la société civile, Madeline Da Silva a également coordonné le collectif de défense de la maternité des Lilas.

de rapport de force avec les pouvoirs publics. Nous agissons aussi sur le terrain politique, en faisant connaître notre expertise, à l'Assemblée, au Sénat. Nous avons toute une palette de travail.

Peut-on attendre des citoyens un engagement sur le long terme ?

A.O. : La politique, c'est un laboratoire quotidien. Les gens font de la politique et apprennent au jour le jour quelles sont les conditions pour en faire. Il y a d'un côté les militants, plus avancés, à qui on a donné des instructions précises, et des directives, pour penser la politique. Ils ont une idéologie, une stratégie, et une organisation. Et de l'autre, des gens qui réagissent à une situation d'injustice de manière quasi spontanée. Il faut qu'ils mêlent leurs voix, que les organisations traditionnelles fassent des alliances avec les mouvements inorganisés, sans condition, en ravalant leur arrogance.

M.DS. : Les jeunes qui ont fait leur première marche, ils n'attendent qu'une chose : la suivante ! Ils ne sont pas là pour une seule manifestation, une seule opération. Quand vous commencez à prendre la parole sur un sujet, cela finit par devenir une partie de votre identité. Pour beaucoup de nouveaux militants, ces actions ouvrent un champ nouveau qui leur permet d'aller bien et de trouver leur place dans la société.



Quand vous commencez à prendre la parole sur un sujet, cela finit par devenir une partie de votre identité.”

MADELINE DA SILVA



EN SAVOIR PLUS :

Internet facebook.com/noustoutesorg

Ouvrage Albert Ogien, Sandra Laugier, *Le principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2014.



Une salle de classe en pleine forêt !

En Franche-Comté, trois classes expérimentent la pratique de « l'école dehors » pour mieux reconnecter l'enfant à la nature, mais pas seulement...

Texte : MARIANNE PEYRI

Tous les vendredis matin, les seize élèves de la classe unique du village d'Hyémondans entament vingt minutes de marche pour rejoindre leur « coin de nature », une clairière aménagée de troncs d'arbres. Muni d'un caillou ou d'une feuille, chaque élève y pénètre offrant son « cadeau » à la forêt. Les activités s'enchaînent : une chanson rituelle, des jeux collectifs type chat perché suivis d'un parcours aventure pour franchir un fossé, se balancer à une liane... « Quelle fierté pour eux quand ils passent les étapes ! La forêt offre un formidable terrain de jeu pour le travail sur la motricité. Les élèves expérimentent davantage de choses que dans la cour de récré où nous faisons habituellement sport, prennent davantage confiance en eux et sans jamais se faire mal d'ailleurs », témoigne Maëlys Lambert qui participe, comme trois autres enseignantes du Doubs, depuis 2018, à cette démarche expérimentale soutenue par le PARDIE¹.

Autre temps fort : pendant dix minutes, chaque enfant s'isole dans un coin de nature puis est invité à faire silence pour mieux observer les animaux, à ne pas bouger, à être dans le ressenti des émotions. « Depuis que nous menons ce travail, se

réjouit l'enseignante, en classe, la concentration de certains est plus élevée. La nature a comme un pouvoir déstressant. Le vendredi après-midi, ils sont hyper calmes et très présents en classe. Cela a aussi changé ma pratique. Comme dans la forêt, je m'adapte désormais en classe davantage à ce que les enfants me donnent au moment présent, ce qui rend les apprentissages plus fluides ». Sans compter tout un travail sur l'expression orale – parler fort en milieu naturel –, l'imagination... et des savoirs, qui ne portent d'ailleurs pas nécessairement sur la nature.

La FCPE du Doubs fortement impliquée

« L'idée est avant tout de reconnecter l'enfant à la nature, de lui apprendre à l'aimer et à la respecter », indique Bénédicte Bonnet, présidente de la FCPE du Doubs. Engagés depuis des années pour défendre une véritable pédagogie environnementale, les parents d'élèves se sont ainsi impliqués dès l'origine du projet, notamment comme médiateurs pour convaincre le rectorat et rechercher des financements. « Au début, il était, en effet, important que des animateurs environnementaux puissent accompagner les enseignants », ajoute la représentante de la FCPE qui a œuvré au côté du

GRAINE, Groupe régional d'accompagnement et d'initiation à la nature et à l'environnement de Bourgogne-Franche-Comté.

Non sans succès. Une évaluation menée sur la première année d'expérience met en avant les effets positifs de cette école « hors les murs » pour développer la confiance en soi des enfants, la coopération entre eux, la curiosité et l'envie d'apprendre, des liens plus forts avec la nature, mais aussi dans la relation enseignant-élèves, ainsi qu'avec les parents. « Lors de ces sorties, le rôle des parents dépasse la surveillance. Ils participent au cercle de paroles, aux activités des enfants, proposent leurs compétences comme ce père qui a montré comment construire une cabane... », ajoute Bénédicte Bonnet. Et cela va bien au-delà. Alors que ces enfants allaient peu se balader dans la nature en famille, ce sont eux désormais qui entraînent leurs parents en forêt le week-end ».

(1) À Besançon, le PARDIE est le pôle académique recherche développement innovation expérimentation, qui soutient des projets en lien avec la recherche-action nationale « Grandir avec la nature », portée par le Réseau école et nature.



EN SAVOIR PLUS :

[Internet graine-bourgogne-franche-comte.fr](http://internet.graine-bourgogne-franche-comte.fr)

Nos actions

Belle victoire pour la FCPE des Hauts-de-Seine. Elle obtient gain de cause pour que six lycéens puissent redoubler après avoir loupé leur bac.



1 HAUTS-DE-SEINE

La justice ordonne l'inscription de redoublants de terminale

Texte : ALEXANDRA DEFRESNE

« **À l'hôpital, on ferme des lits. À l'Éducation nationale, on ferme des places en lycée.** De fausses bonnes idées d'économie qui ont de lourds impacts sociaux. Aujourd'hui, dans notre département, les élèves qui n'ont pas obtenu d'affectation roulent sur des mobylettes Uber Eats ! Des enfants qui n'étaient pas en décrochage scolaire le deviennent par la faute de l'institution ». Joëlle Paris, administratrice nationale FCPE, qui siège également à la FCPE des Hauts-de-Seine, ne décolère pas, même si la justice vient de donner raison aux familles que l'association a soutenues.

Après avoir tenté de nombreuses fois de rentrer en négociation « douce » avec la direction académique pour trouver des places aux élèves de terminale redoublants, la FCPE des Hauts-de-Seine a en effet voté à l'unanimité l'accompagnement financier de dix familles dans une procédure en référé pour exiger l'inscription de leurs enfants. « La règle, c'est qu'ils ont le droit de recommen-

cer dans leur lycée, ou dans un lycée du secteur, précise leur avocate Me Delphine Krust. Il y a un droit à l'échec et à recommencer dans de bonnes conditions. Ce n'est pas une faveur, c'est une obligation ». Le 13 novembre, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a examiné six dossiers, et a ordonné l'inscription des élèves dans un délai de 8 jours et le versement de 1000 euros à chaque requérant au titre des frais de justice. Il était temps, après déjà deux mois et demi perdus !

43 élèves toujours sur le carreau

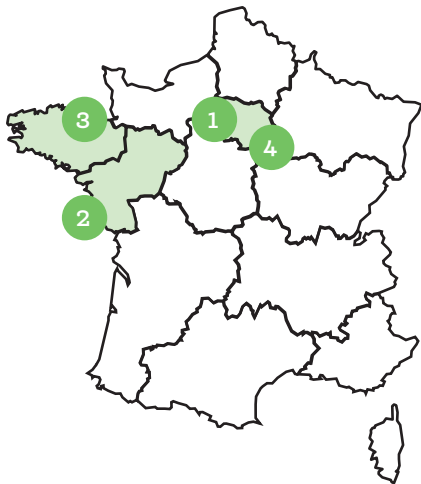
Une audience à laquelle l'administration n'a pas assisté, la rectrice ayant transmis un courrier en amont au tribunal. Avec pour ligne de défense, le fait que les lycéens se soient vu offrir des modules de repréparation aux examens en alternance (Morea), destinés initialement aux élèves ayant échoué deux fois au baccalauréat. Ce qui n'est pas l'équivalent d'un redoublement

dans les conditions normales prévues par la loi. En plus clair, une solution au rabais, non adaptée à la situation des élèves.

Une jolie victoire à attribuer à Abdelkrim Mesbahi, le président du conseil départemental FCPE. « Il n'a pas compté son temps et a vraiment mené une action exemplaire », insiste Joëlle Paris. Malheureusement, la bataille n'est pas terminée. Aujourd'hui, même s'ils étaient 700 sur le carreau début septembre, 43 élèves sont toujours sans solution. Et la perspective 2020 fait froid dans le dos. « Il va falloir anticiper la rentrée prochaine, qui sera celle de tous les dangers, conclut Joëlle Paris. Car les redoublants de terminale se trouveront à cheval sur deux baccalauréats différents. Il faudra qu'ils préparent un nouvel examen sans avoir suivi de spécialités l'année précédente. Un vrai casse-tête ! »



EN SAVOIR PLUS :
Internet 92.fcpe-asso.fr



2

VENDEE

Trois jours pour s'informer sur les formations et les métiers



Comment vivre le plus sereinement possible les processus d'orientation en tant qu'adolescent, mais aussi en tant que parent ? Que signifie réfléchir à « son » orientation ? Et comment aider le jeune à construire son parcours en liaison avec l'établissement scolaire ? Les parents d'élèves, invités par la FCPE Vendée et les directeurs de CIO, ont pu échanger sur toutes ces questions lors d'une soirée-débat organisée le 26 novembre dernier. Un rendez-vous important avant un deuxième événement capital pour tous les lycéens qui devront bientôt s'inscrire sur Parcoursup : le Salon de l'orientation qui aura lieu les 12, 13 et 14 décembre au parc expo des Oudairies de la Roche-sur-Yon. Thématique de cette édition 2019 : la mixité dans les métiers. Entrée libre et gratuite.



EN SAVOIR PLUS :

Internet travailler-demain.com

3

CÔTES-D'ARMOR

Manuels scolaires : rupture intolérable du principe d'égalité

Au lycée Félix-Le Dantec à Lannion, dans les Côtes-d'Armor, la note pour l'achat des manuels scolaires s'élève cette année à 260 € pour un élève de seconde, et à 200 € pour un élève en 1^{re} ! « Une situation intolérable, s'indigne Marie Capelle, présidente du conseil local qui a présenté une motion en conseil d'administration le 23 septembre dernier pour dénoncer la rupture du principe d'égalité, engendrée par la réforme du baccalauréat 2021. Si certaines régions de France ont fait le choix de financer totalement l'achat des manuels scolaires en adéquation avec les nouveaux programmes, la région Bretagne a décidé d'octroyer généreusement 20 € à chaque lycéen !

La FCPE ne financera pas les livres l'an prochain

Face à la détresse exprimée par certains parents devant le volume de livres neufs demandés, le conseil local a puisé dans ses réserves budgétaires pour acheter les manuels de mathématiques niveau seconde, et ceux d'histoire-géographie niveau seconde et première générale, et



première technologique. Des dépenses énormes pour l'association qui ne sera pas en mesure de reconduire l'opération l'année prochaine. D'autant que le coût de la mise en place de la réforme s'amplifiera avec de nouveaux manuels à acquérir pour les classes de terminale. Fidèle aux valeurs de gratuité de l'enseignement et d'équité sur le territoire national, la FCPE préfère engager la bataille avec la région Bretagne pour qu'elle assume ses responsabilités.



EN SAVOIR PLUS :

Internet fcpe-lannion.com

4

SEINE-ET-MARNE

Ils inventent un nouvel outil pour pallier l'absence de professeurs

Face aux défaillances de l'Éducation nationale, heureusement, les parents d'élèves ne manquent pas d'idées ! Face au nombre d'heures de cours non assurées pour les élèves, la FCPE de Seine-et-Marne a mis au point une plateforme de mise en relation entre les professeurs vacataires disponibles et les établissements scolaires en situation difficile pour trouver un professeur remplaçant. En ligne, les parents signalent d'un côté si un professeur manque à l'appel, de l'autre, les professeurs renseignent leur CV, précisent s'ils sont véhiculés et le type de contrat recherché. « Nous ne faisons pas de validation des compétences de l'enseignant. Celle-ci reste à la charge du rectorat », précise la FCPE 77.



27

ABSENCES

de professeurs sur 18 établissements ont été signalées à la FCPE de Seine-et-Marne.



EN SAVOIR PLUS :

Internet site.fcpe77.asso.fr

Portrait



À 20 ans, **Léa Maloisel** est partie travailler en Angleterre grâce à Erasmus+ dans une pâtisserie pendant huit mois.

“Dans deux ans, je repars à l'étranger !”

Propos recueillis par ANNE-FLORE HERVÉ

66 Première immersion en Nouvelle-Zélande

« Même si c'est dur de partir, il faut au moins essayer ! », insiste Léa Maloisel, apprentie pâtissière à Jonzac, en première année de Brevet technique des métiers (BTM). Pour elle, ses huit mois en Erasmus+, ce n'est que du plus. Derrière sa voix posée, Léa se dévoile déterminée. À l'âge de raison, la petite fille voulait devenir pâtissière. À 22 ans, elle peut être fière d'avoir transformé son rêve d'enfant en faisant un détour par le bac STMG. Quant à son goût pour l'ailleurs, il est intimement lié à sa vocation.

« Mes profs de troisième m'ont poussée à suivre une seconde générale. Mais je n'ai pas du tout aimé le lycée. » Léa se tourne vers l'apprentissage et cherche un employeur pour intégrer un CFA. Elle ne récolte que des non. « Aucun pâtissier n'employait de mineur car le travail commence à 4h du matin. Or, la législation

interdit de faire travailler les jeunes de moins de 18 ans avant 6h. » La déception est grande. « Ma mère m'a alors proposé de partir à l'étranger dans une famille d'accueil, comme elle au même âge. Quitte à attendre ma majorité, autant en profiter pour vivre une expérience. J'ai choisi la destination la plus éloignée. »

Léa quitte sa Dordogne natale pour la Nouvelle-Zélande à 16 ans. « J'ai adoré m'immerger dans une culture différente de la mienne. » De retour en France, Léa patiente encore jusqu'au bac mais profite des vacances pour faire trois stages en pâtisserie. Elle trouve ainsi son employeur pour s'inscrire l'année suivante au CFA des métiers de Boulazac.

Apprentie globe-trotteuse

Le CAP aménagé en poche, Léa continue sa formation par une troisième année de mention complémentaire. C'est là qu'elle entend parler d'Erasmus+ et de la possibilité de travailler au Royaume-Uni. La graine voyageuse semée en Nouvelle-Zélande se réveille et Léa postule aussitôt.

« Léa est une apprentie très sérieuse et volontaire, commente Aurélie Bost, enseignante et référente mobilité. On savait qu'elle était assez mature pour couper le cordon. » Léa sait aussi ce qu'elle ne veut pas. La restauration à Londres ne l'intéresse pas. « Je n'aime pas les grandes villes. » Une semaine avant le départ en octobre 2018, elle apprend qu'elle va travailler pour Hambleton Bakery à Nottingham.

Pour se loger et se nourrir, Léa perçoit des allocations Pôle emploi calculées sur ses revenus d'apprentis et une bourse Erasmus. « Pour moi, c'était largement suffisant. J'ai trouvé une chambre chez l'habitant. » Les premiers jours au travail sont un peu déstabilisants. « J'avais du mal à suivre les conversations. Certains de mes collègues n'ont jamais fait d'efforts pour m'adresser la parole. Heureusement, avec d'autres, le courant est bien passé. »

Léa prend ses marques, devient vite autonome dans ses tâches et s'initie à la pâtisserie « plus sucrée et avec beaucoup de fruits secs » made in England. Elle partage ses repas avec ses hôtes, sort avec des collègues le soir et profite des week-ends et de ses jours de congés pour voyager dans le pays. « J'ai préféré mon séjour en Angleterre qu'en Nouvelle-Zélande. »

Au terme de son contrat, son patron lui propose un CDI. « J'ai refusé car je voulais passer le BTM. » Et quand Léa veut quelque chose... « En tout cas, dans deux ans, je repars à l'étranger, c'est sûr ! »

”



EN SAVOIR PLUS :

Internet generation-erasmus.fr